



Marché de prestations de services de sécurité - incendie de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris

Acte d'engagement

Annexe 1

Demande d'acceptation du ou des sous-traitant(s) et d'agrément des conditions de paiement du
ou des contrat(s) de sous-traitance

1 - Pouvoir adjudicateur

Cité de la musique - Philharmonie de Paris

221, avenue Jean Jaurès

75935 PARIS cedex 19

Tel : 01 44 84 45 00

2 - Marché - titulaire

Objet du marché : Marché de prestations de services de sécurité - incendie de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Titulaire du marché :

Identification du membre du groupement qui a recours à la sous-traitance, le cas échéant :
.....

3 - Objet de l'acte

Le présent acte spécial :

- ☐ a pour objet d'accepter le sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement,
☐ est un acte spécial modificatif ; il annule et remplace celui du

4 - Prestations sous-traitées

Nature :

Montant Euros HT	
TVA Euros :	
Montant Euros TTC :	

5 - Sous-traitant

Nom, raison ou dénomination sociale :

M (Mme)

Agissant au nom et pour le compte de la société.....

Forme juridique de la société :

Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

Adresse du siège social :

Courriel :

6 - Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Les sommes dues au sous-traitant en application du présent acte de sous-traitance seront réglées par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Cité de la musique - Philharmonie de Paris se libérera des sommes dues au titre du présent acte de sous traitance en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom de :
.....

Banque	Agence	Code banque	Code guichet	N° du compte	Clé RIB

IBAN	
------	--

Date (ou mois) d'établissement des prix : mois « M₀ » du marché.

Modalités de variation des prix : identiques au marché.

Délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses : suivant les modalités du marché.

7 - Capacités du sous-traitant

Conformément aux documents de la consultation du marché, le sous-traitant fournit à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris en annexe au présent acte spécial pour justifier de :

7.1 Ses capacités professionnelles :

- ☒ la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire,
- ☒ une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 8 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,
- ☒ tous documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à l'engager (un extrait K-Bis ou toute pièce justificative équivalente : pouvoir, délégation de signature),
- ☒ une lettre de candidature datée et signée (il est recommandé d'utiliser, à cet égard, le formulaire DC1),

7.2 Ses capacités financières :

- ☐ déclaration du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles concernant les travaux, objet du marché,
- ☒ déclaration du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles concernant les services, objet du marché,
- ☐ déclaration du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles concernant les fournitures, objet du marché,

7.3 Ses capacités techniques :

- ☐ liste des principaux travaux exécutés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- ☐ liste des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- ☒ liste des principaux services réalisés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,

7.4 Autres documents demandés :

Pour justifier de l'obligation d'assurance qui lui incombe en application de l'article 11 du CCAP, le sous-traitant fournit :

- ☒ une attestation d'assurance garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber.
- ☐ une attestation d'assurance garantissant la responsabilité décennale définie à l'article L 241-1 du Code des Assurances.

8 - Attestation sur l'honneur du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2055-899 du 23 juillet modifiée :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

Le titulaire du marché présente le sous-traitant désigné ci-dessus ainsi que les conditions de paiement prévues au projet de sous-traitance.

A _____, le

le titulaire ou le mandataire de groupement, le cas échéant,

Le co-traitant qui a recours à la sous-traitance (éventuellement)

Le sous-traitant en cas de délégation de paiement

Annexes au présent acte spécial :

L'ensemble des documents mentionnés à l'article 7 du présent acte spécial en constituent des annexes.